



**Culture** Des photographes recadrés *Page E 1*



L'Allemagne légalise à son tour le **mariage gai** *Page C 5*



Un poète au volant d'un 28 000 **livres** *Page E 1*

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. CVIII N° 146

LE DEVOIR, LES SAMEDI 1<sup>ER</sup> ET DIMANCHE 2 JUILLET 2017

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

## QUELQUES ARPENTS DE LACS



GÉRALD DALLAIRE LE DEVOIR

**Une nouvelle série estivale.** Le Québec compte pas moins de 500 000 lacs, dont une trentaine ont une superficie de 250 km<sup>2</sup>. Nos journalistes vous en présenteront quelques-uns tout au long de l'été, moment privilégié pour se retrouver autour d'un plan d'eau. Aujourd'hui, Jean-François Nadeau nous explique l'origine de l'expression populaire « monter au lac ». *Page A 3*

## Semeurs d'espoir, cueilleurs de désillusion

Des intermédiaires exploitent des Guatémaltèques qui veulent travailler dans les champs au Québec, selon une étude

LISA-MARIE GERVAIS

Frais exorbitants, démarches laborieuses, contrats incompréhensibles... Une nouvelle étude lève le voile sur les pratiques de recrutement abusives des travailleurs migrants agricoles qui viennent dans les fermes québécoises. Mené dans le pays d'origine par des entreprises partenaires, ce recrutement semé d'embûches se fait au détriment des travailleurs venus d'ailleurs, et à l'insu des employeurs d'ici.

Pensant venir faire un peu de blé au Canada, Juan Godoy n'a récolté que de l'amertume. Ce Guatémaltèque s'est lourdement endetté lorsqu'il a entamé l'an dernier les démarches qui allaient le mener jusqu'à une ferme du Québec. Il a notamment dû laisser son emploi de conducteur de machinerie pour se consacrer à temps plein au recrutement de l'agence Amigo laboral, à qui la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre agricole étrangère (FERME) confiait la tâche de sélectionner les travailleurs guatémaltèques pour ses 900 membres.

Mais ce qui devait durer un mois en a finalement pris trois. « J'ai quatre enfants à nourrir et en plus je devais payer ma dette avec intérêt à la banque. Ici, les banques nous mangent tout rond », laisse-t-il tomber. Même si ça fait un an qu'il la rembourse, sa dette est plus grande qu'au début. « Incroyable, non ? »

Menée en 2015 par une équipe de chercheuses de l'UQAM, l'étude empirique obtenue par *Le Devoir* se base sur les témoignages de près d'une centaine de travailleurs migrants guatémaltèques de Saint-Rémi venus grâce au Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET). Au-delà de leurs réponses plutôt inquiétantes sur leur recrutement, Dalia Gesualdi-Fecteau, professeure de droit du travail à l'UQAM et chercheuse principale, s'est dite surprise par leur réticence à parler. « Ce qui m'a choquée le plus, c'est de voir à quel point ils avaient peur. C'était vraisemblablement un sujet délicat qui les rendait incroyablement méfiants », dit celle qui a mené plusieurs recherches de terrain sur le sujet.

VOIR PAGE A 8 : SEMEURS

**Les abus seraient commis à l'insu des exploitants agricoles québécois**

## 1927-2017 Immortelle

Simone Veil a été et restera une inspiration pour toute une génération de femmes

ANNABELLE CAILLOU

Rares sont les morts qui marquent les esprits outre-Atlantique. Mais l'ancienne ministre française Simone Veil, décédée vendredi à l'âge de 89 ans, est de cette stature. Son combat pour la légalisation de l'avortement en France en 1974 a encouragé les mouvements féministes au Québec à continuer de lutter afin d'obtenir, pour les femmes d'ici aussi, ce droit à l'autodétermination. Politiciennes, animatrices ou encore infirmières, plusieurs femmes d'ici gardent un souvenir impérissable de celle qui, entre autres, a survécu à la Shoah.

« Ce n'est pas tellement M<sup>me</sup> Veil, mais surtout sa loi qui nous a donné le courage de continuer à lutter pour la légalisation de



AGENCE FRANCE-PRESSE

Simone Veil est décédée vendredi à l'âge de 89 ans.

VOIR PAGE A 8 : IMMORTELLE

**Dossier** ›  
L'omertà de migrants sans filet. *Page A 4*  
Les tomates de la colère. *Page A 5*

## AUJOURD'HUI

**Perspectives** › L'autre 150°. La renaissance du Québec dans l'angle mort du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada. *Page B 1*

**Le monde** › Mise en examen de Marine Le Pen. La présidente du Front national a été inculpée pour abus de confiance. *Page C 5*

**Culture** › Tourisme intérieur. Visite de la nouvelle Salle de l'histoire canadienne au Musée canadien de l'histoire à Gatineau. *Page C 6*



Avis légaux ..... C 4 et C 5  
Carrières ..... C 3  
Décès ..... C 7  
Mots croisés ..... B 6  
Petites annonces ..... C 7  
Sudoku ..... B 6

## ACTUALITÉS

SANTÉ PUBLIQUE

## La tuberculose s'installe chez les Inuits

MARCO FORTIER

Signe des conditions de vie dignes du tiers-monde dans le Grand Nord québécois, la tuberculose semble s'installer pour de bon — et même gagner du terrain — dans les communautés inuites du Nunavik.

Cette maladie contagieuse, à peu près éradiquée dans les pays occidentaux, continue de progresser depuis six ans dans les villages de la baie d'Ungava et de la baie d'Hudson. Pas moins de 24 cas actifs ont été signalés au Nunavik depuis le début de l'année 2017, qui s'annonce comme une des plus fertiles pour la tuberculose depuis l'écllosion de la maladie en 2011.

La moitié des 14 communautés du Grand Nord québécois ont eu des cas de tuberculose depuis le début de l'année, y compris le village le plus important, Kuujuaq, où les conditions de vie et les services sont pourtant de meilleure qualité.

« La situation est préoccupante. Le nombre de cas reste élevé depuis quelques années », dit la D<sup>re</sup> Marie Rochette, spécialiste en santé publique au Nunavik. Entre 27 et 42 cas actifs de tuberculose sont signalés chaque année depuis six ans, à l'exception de l'année 2012, où 75 cas sont survenus.

La progression de la maladie est sans aucun doute attribuable aux conditions de vie au Nunavik, explique la D<sup>re</sup> Rochette.

La tuberculose se développe lors de contacts prolongés entre personnes infectées dans un milieu fermé. Or, jusqu'à 46 % des logements sont surpeuplés dans le Grand Nord.

La consommation de tabac, d'alcool et de drogues est plus importante qu'au sud du pays.

Les moins de 30 ans sont durement frappés par le chômage. « Les jeunes vulnérables se retrouvent en-



La progression de la maladie est sans aucun doute attribuable aux conditions de vie au Nunavik, explique la D<sup>re</sup> Marie Rochette, spécialiste en santé publique dans cette région. PIERRE TRUDEL

tre eux pour passer de longs moments dans des pièces étroites. Ils sont souvent infectés par la tuberculose sans le savoir et contaminent leurs proches. Et quand ils sont malades, ils sont réticents à aller consulter un médecin », dit Marie Rochette.

## Détresse psychologique

Les cas de tuberculose, de diabète ou de cancer sont bien sûr préoccupants, mais le plus inquiétant est l'état de santé mentale des Inuits, estime de son côté Jobie Tukkiapiq, président de la société Makivik, qui représente les intérêts des 14 communautés du Nunavik. « Les traitements contre le

cancer ou la tuberculose sont connus, mais on ne sait pas toujours comment aider efficacement les gens en détresse psychologique », dit-il au Devoir.

Elle est partout, la détresse, au Nunavik. Et elle frappe fort. Le suicide a été la cause de presque un décès sur cinq (19 %) dans la région entre les années 2008 et 2012, selon la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik.

Comme l'a rapporté Le Devoir cette semaine, la santé physique et mentale des Inuits fera l'objet d'une vaste enquête, entre les mois d'août et octobre. Une équipe de 40 chercheurs et spécialistes de la santé visitera les 14 villages du Nunavik

à bord du brise-glace Amundsen, de la Garde côtière canadienne. Ils examineront 2000 Inuits, soit presque un résidant du Grand Nord québécois sur cinq.

Le manque de personnel dans le réseau de la santé pose un défi supplémentaire chez les Inuits, estime Marie Rochette. « Le contexte de travail ici fait en sorte qu'il n'est pas facile de recruter des gens à long terme. Le taux de roulement du personnel est très élevé », dit-elle.

La pénurie est encore plus criante durant la période de vacances qui commence.

Le Devoir

## Un médecin ouvre le feu dans un grand hôpital de New York

Le tireur tue une personne et fait six blessés avant de s'enlever la vie

New York — Un homme qui cachait une arme à feu sous un sarrau blanc a ouvert le feu, vendredi, dans un hôpital de l'arrondissement du Bronx, à New York, tuant au moins une personne et en blessant six autres avant d'être retrouvé mort dans des circonstances qui ont les apparences d'un suicide, a fait savoir la police.

Les tirs ont commencé vers 14 h 50 au centre hospitalier Bronx-Lebanon. Des voitures de police et des camions de pompiers ont convergé sur les lieux alors que des agents armés se sont postés sur le toit de l'édifice.

Les personnes qui se trouvaient à l'intérieur ont reçu l'instruction de se cacher. Les responsables des forces de l'ordre ont parcouru l'édifice étage par étage avant de déclarer, peu avant 16 h, que l'assaillant avait été trouvé mort à l'intérieur.

Un membre des forces de l'ordre a dit à l'Associated Press que le tireur se serait apparemment enlevé la vie.

Aucune information ne circulait, dans l'immediat, sur les raisons qui auraient poussé l'assaillant à passer à l'acte, mais une source a fait savoir qu'il s'agissait d'un médecin qui a déjà travaillé au centre hospitalier Bronx-Lebanon par le passé, le docteur Henry Bello.

Cette source s'exprimait sous le couvert de l'anonymat puisqu'elle n'était pas autorisée à commenter publiquement cette affaire.

Sur le site Web du centre hospitalier, M. Bello est présenté comme un médecin de famille. On ne sait toutefois pas à quel moment il a cessé de travailler pour cet établissement.

L'hôpital, en activité depuis 120 ans, compte près de 1000 lits répartis dans de nombreuses unités. Ses urgences sont parmi les plus occupées de la ville de New York.

L'établissement se trouve à courte distance du Yankee Stadium.

Il s'agirait d'un médecin qui a déjà travaillé au centre hospitalier Bronx-Lebanon

Associated Press

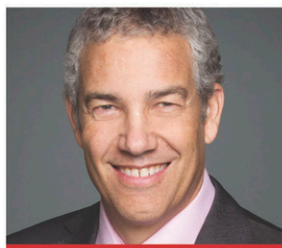
Canada

HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA

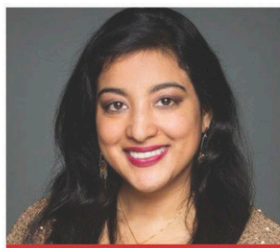
DANS LE CADRE DU 150<sup>e</sup>, NOUS SOMMES  
FIERS DE CÉLÉBRER AVEC VOUS  
LA FÊTE DU CANADA !



TRÈS HON. JUSTIN TRUDEAU

Député  
Papineau  
Justin.Trudeau@parl.gc.ca  
(514) 277-6020

FRANK BAYLIS

Député  
Pierrefonds-Dollard  
Frank.Baylis@parl.gc.ca  
(514) 624-5725

ANJU DHILLON

Députée  
Dorval-Lachine-LaSalle  
Anju.Dhillon@parl.gc.ca  
(514) 639-4497

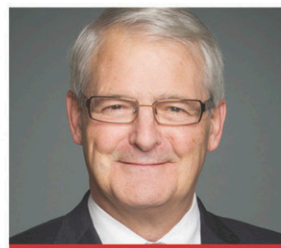
NICOLA DI IORIO

Député  
St-Léonard-St-Michel  
Nicola.DiIorio@parl.gc.ca  
(514) 256-4548

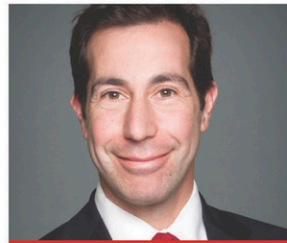
EMMANUEL DUBOURG

Député  
Bourassa  
Emmanuel.Dubourg@parl.gc.ca  
(514) 323-1212

FAYÇAL EL-KHOURY

Député  
Laval-Les Îles  
Faycal.ElKhoury@parl.gc.ca  
(450) 689-4594

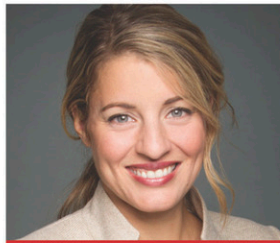
HON. MARC GARNEAU

Député  
Notre-Dame-de-Grâce-Westmount  
Marc.Garneau@parl.gc.ca  
(514) 283-2013

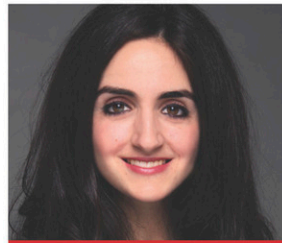
ANTHONY HOUSEFATHER

Député  
Mont-Royal / Mount Royal  
Anthony.Housefather@parl.gc.ca  
(514) 283-0171

ANGELO IACONO

Député  
Alfred-Pellan  
Angelo.Iacono@parl.gc.ca  
(450) 661-4117

HON. MÉLANIE JOLY

Députée  
Ahuntsic-Cartierville  
Melanie.Joly@parl.gc.ca  
(514) 383-3709

EMMANUELLA LAMBROPOULOS

Députée  
Saint-Laurent  
Emmanuela.Lambropoulos@parl.gc.ca  
(514) 335-6655

DAVID LAMETTI

Député  
LaSalle-Émard-Verdun  
David.Lametti@parl.gc.ca  
(514) 363-0954

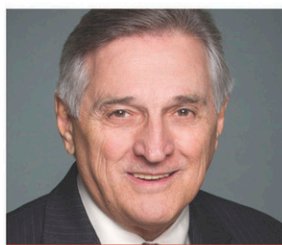
ALEXANDRA MENDÈS

Députée  
Brossard-Saint-Lambert  
Alexandra.Mendes@parl.gc.ca  
(450) 466-6872

MARC MILLER

Député  
Ville-Marie-Le Sud-Ouest-  
Île-des-Soeurs  
Marc.Miller@parl.gc.ca  
(514) 496-4885

EVA NASSIF

Députée  
Vimy  
Eva.Nassif@parl.gc.ca  
(450) 967-3641

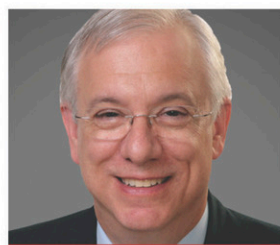
YVES ROBILLARD

Député  
Marc-Aurèle-Fortin  
Yves.Robillard@parl.gc.ca  
(450) 622-2992

HON. PABLO RODRIGUEZ

Député  
Honoré-Mercier  
Pablo.Rodriguez@parl.gc.ca  
(514) 353-5044

SHERRY ROMANADO

Députée  
Longueuil-Charles-LeMoine  
Sherry.Romanado@parl.gc.ca  
(450) 671-1222

FRANCIS SCARPALEGGIA

Député  
Lac-Saint-Louis  
Francis.Scarpaleggia@parl.gc.ca  
(514) 695-6661

PETER SCHIEFKE

Député  
Vaudreuil-Soulanges  
Peter.Schiefke@parl.gc.ca  
(450) 510-2305

BRENDA SHANAHAN

Députée  
Châteauguay-Lacolle  
Brenda.Shanahan@parl.gc.ca  
(450) 691-7044

CANADA 150

FIERS DE CÉLÉBRER 150 ANS D'HÉRITAGE CANADIEN!

# ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« Monter au lac », en famille ou avec des amis, pour un moment de détente, loin du quotidien trépidant

## QUELQUES ARPENTS DE LACS

# Le Québec, contrée liquide, « monte au lac »

Une expression associée à une certaine détente estivale

Tout l'été, *Le Devoir* navigue en eau douce et propose des portraits de lacs emblématiques du Québec. Aujourd'hui: autoposie de l'expression bien connue « monter au lac ».

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Impossible pour plusieurs d'envisager l'été sans l'idée de « monter au lac », c'est-à-dire d'aller près d'un lac qui nous est familier, celui où on a loué, acheté ou simplement emprunté une propriété. Le lac annonce le calme après le tumulte des eaux vives de la vie.

Mais d'où vient l'expression « monter au lac »? Que cache-t-elle?

Le Québec est un pays liquide. Il n'y eut longtemps qu'une seule façon d'accéder à ce monde d'eau: le bateau, le canot. Cela a laissé des traces sans doute plus profondes qu'on ne le croit dans les consciences.

Dans *L'apprentissage de Duddy Kravitz* (1959), le plus célèbre roman de Mordecai Richler, Duddy comprenait d'instinct que son enracinement social autant que l'assurance de sa fortune commençaient sur les rives des eaux d'un lac des Laurentides. À compter du début du XX<sup>e</sup> siècle, bien des promoteurs vont acheter comme lui des terres aux alentours de lacs puis publier leurs développements.

Dès 1911, on trouve dans les journaux montréalais de la publicité pour vendre des terrains à proximité des lacs des Laurentides. On y vante l'ombre, le calme, la pureté de l'air, la végétation superbe. La rue à la ville, avec les grandes chaleurs, y est décrite comme une « tueuse d'enfants ». Vous aimez vos enfants? Alors, montez au lac! Au bord du lac Memphrémagog, dès avant la Première Guerre mondiale, un hôtel comme le Lake Park offre aux gamins l'usage d'une longue glissoire qui promet de les jeter en joie dans l'eau.

### Quel lac?

À chacun son lac. Il n'en manque pas. Selon le Regroupement des organismes des bassins versants du Québec (ROBCQ), cet État en compte

rien de moins qu'un demi-million. Souvent, ils sont bien petits, à peine visibles sur une carte. Mais au moins 30 lacs québécois sont énormes, avec une superficie de plus de 250 km<sup>2</sup> chacun. En fait, le territoire québécois est couvert d'eau sur plus de 355 315 km<sup>2</sup>, soit à peine moins que la superficie totale de l'Allemagne. Le Québec compte 3% des réserves d'eau douce du monde.

Ces vastes espaces liquides ont baigné l'imaginaire d'explorateurs, de coureurs des bois, de voyageurs, puis, un jour, les temps changeant, des vacanciers de l'été. On chante de longue date ces espaces. Sans surprise, ils s'inscrivent même très vite dans le paysage d'une littérature naissante. Le grand Arthur Buies, dans ses évocations somptueuses du territoire québécois au XIX<sup>e</sup> siècle, parle plus d'une fois de la place qu'y jouent les « lacs sauvages », là « où l'image de l'infini se mêlait aux profondeurs muettes des vagues, [...] au milieu des forêts, couchés sur le large flanc des montagnes, berceaux grandioses ».

Telle qu'on l'emploie aujourd'hui, l'expression « monter au lac » indique qu'on part à la rencontre d'une certaine idée de l'évasion du quotidien. Mais son usage courant suppose de profonds changements dans les mentalités, reflets d'une évolution sociale et économique.

Pour « monter au lac », il faut d'abord pouvoir compter sur de nouveaux moyens de transport. Les Laurentides, refuge par excellence des amateurs de lacs, sont desservies par un train dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À compter de 1910, un réseau routier se structure pour y accéder. L'auto puis l'autobus vont aussi permettre de gagner les Cantons-de-l'Est, la Gaspésie, le Saguenay.

### Nager et pêcher

Même s'ils traversaient constamment de vastes étendues d'eau, les voyageurs en canots d'écorce ne savaient

que rarement nager. Ce rapport distant à l'eau va lui aussi changer au XX<sup>e</sup> siècle. Voici qu'apparaissent les leçons populaires de natation. L'idée que la baignade constitue un plaisir fait son nid. Dans l'entre-deux-guerres, les Québécois sont désormais des milliers à emprunter le train et l'auto pour se rendre jusqu'à l'eau.

« Monter au lac » signifie aussi, entre autres choses, le développement de la pêche comme activité de loisir plutôt que de subsistance.

On conçoit bien la dimension de cette nouvelle figure du pêcheur en considérant *La mouette* de Tchekhov (1896), où le personnage de Trigorine ne voit rien de mieux à faire que de s'installer au bord de l'eau pour surveiller son bouchon, espérant qu'il finisse par plonger afin que le sentiment de son existence remonte.

### Aviation et canot

Monter au lac, ce sera aussi l'occasion d'aller plus loin encore grâce à la démocratisation de l'aviation. Pour plusieurs, l'hydravion sera l'unique façon d'atteindre les lacs et le pays sauvage de leurs rêves. Certains y laissent leur peau, comme la jeune comédienne Marie-Soleil Tougas et le cinéaste Jean-Claude Lauzon, morts dans l'écrasement de leur Cessna, près de la rivière aux Mélèzes, au sud-ouest de Kuujuaq, à l'été 1997.

Le sentiment de plénitude associé au lac tient aussi au renouvellement d'intérêt pour le canot. Délaissé avec le développement fulgurant des mo-

teurs hors-bord, du train et de l'automobile, le canot, ce magicien des eaux, regagne de l'intérêt avec le développement de ces nouveaux espaces de villégiature et de camping et à l'idée d'un nécessaire rapprochement avec la nature qui passe par le contact de l'eau.

Pierre Elliott Trudeau a grandi dans cette période où le canot, associé aux plans d'eau, devient signe de loisir pour les gens qui en ont les moyens, selon la conception d'une nature enfin retrouvée.

En 1944, pour la Jeunesse étudiante catholique (JEC), Trudeau écrit: « Voyagez mille milles en train et vous êtes une brute; pédalez cinq cents milles à vélo et vous restez à toutes fins utiles un bourgeois; pagayez-en cent et vous êtes déjà un enfant de la nature. »

Une bonne partie de la vie politique de l'après-guerre à laquelle participe Trudeau sera d'ailleurs orchestrée après que tout ce beau monde fut d'abord « monté au lac » pour discuter. La génération de Pierre Elliott Trudeau, de Gérard Pelletier et de Pierre Vadeboncoeur prend l'habitude, très tôt, de se retrouver au bord de l'eau, du côté des Laurentides. C'est aussi là que se retrouveront pour discuter, sous le prétexte de « monter au lac » pour fuir la ville, une nouvelle génération d'indépendantistes, notamment ceux qui animent le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Monter au lac, ce sera donc aussi monter dans le monde des idées.

Le Devoir

# Des archéologues à la recherche d'Hochelaga à Outremont

JEANNE CORRIVEAU

Dans le but de documenter la présence autochtone sur l'île de Montréal, des archéologues effectueront des fouilles dans deux parcs d'Outremont à compter de la semaine prochaine. Leurs recherches, espèrent-ils, leur permettront peut-être de trouver l'emplacement de l'ancien village iroquoien d'Hochelaga.

Les usagers du parc Pratt, situé à l'angle des avenues Van Horne et Dunlop, dans Outremont, verront apparaître dès lundi des clôtures sur la pelouse où le terrain sera excavé à une douzaine d'endroits. Des parcelles de terre d'une superficie d'un mètre carré et d'une profondeur de 50 centimètres seront retirées et soigneusement examinées. Dans le cadre du projet Hochelaga, des chercheurs de l'Université de Montréal et de l'Université McGill sont en quête de traces témoignant de la vie autochtone avant la fondation de Montréal. « L'objectif du projet est avant tout de documenter la présence autochtone sur l'île de Montréal avant 1642 », explique Christian Gates St-Pierre, professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal. « Découvrir l'emplacement exact du fameux village d'Hochelaga serait une chance inouïe, mais pas impossible! »

En 1535, Jacques Cartier avait décrit cette bourgade iroquoise installée à proximité du mont Royal et entourée de palissades de bois. Lors de son second voyage en 1541, le site avait été déserté. Il faut savoir que ces communautés se déplaçaient tous les 25 ou 30 ans.

L'emplacement exact du village d'Hochelaga qu'avait décrit Jacques Cartier n'a jamais été découvert. Il pourrait se trouver à Outremont, mais peut-être ailleurs, dans d'autres secteurs aux abords du mont Royal. « Pour cette première phase du Projet Hochelaga, nous

ne visons que deux parcs à Outremont: le parc Pratt et le parc Outremont. Plus tard, nous irons peut-être étudier [...] différents endroits autour du mont Royal, notamment le campus de l'Université McGill », précise M. Gates St-Pierre.

Les archéologues s'attendent à trouver des pièces de poterie, des outils en pierre, des traces de foyers à ciel ouvert ainsi que des ossements humains ou d'animaux. « S'il s'agit du village d'Hochelaga, il devra alors renfermer des traces de maisons longues et de palissades en bois, ainsi que des objets de facture européenne correspondant à ceux que Cartier dit avoir distribués en grand nombre lors de sa visite à Hochelaga, comme des perles de verre et des objets de métal », suggère M. Gates St-Pierre.

Les travaux dans le parc Pratt débuteront lundi et devraient se terminer au cours de la semaine suivante. Le parc Outremont fera aussi l'objet de fouilles archéologiques. Les inconvénients seront mineurs et de courte durée pour les usagers de ces parcs, estime la mairesse d'Outremont, Marie Cinq-Mars. « C'est une chance extraordinaire pour Outremont, autant que pour les historiens, les experts et les citoyens. Tout le monde cherche le fameux village d'Hochelaga. S'il fallait qu'ils trouvent quelque chose, un artefact quelconque, ce serait formidable, explique-t-elle. Il faudrait être petit d'esprit pour être dérangé par ces travaux. »

Outre les parcs Pratt et Outremont, les archéologues envisagent d'étendre leurs recherches aux parcs Beaubien et Joyce.

Les travaux liés au projet Hochelaga, qui a reçu un appui financier de 80 000 \$ de la Ville de Montréal, se poursuivront jusqu'en 2020.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des fouilles archéologiques seront menées dans le parc Pratt et dans le parc Outremont (notre photo).

## Papeterie Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00  
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

### Congédié?

Voyez  
**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545



# LA RÉCOLTE AMÈRE



Selon la chercheuse Dalia Gesualdi-Fecteau, l'étude qu'elle a menée sur les pratiques de recrutement abusives des travailleurs migrants agricoles a permis de confirmer certaines intuitions de recherche: le fait d'avoir contracté une dette pour pouvoir aller au Québec conditionne le comportement du travailleur, allant de l'autodiscipline à la non-dénonciation de la violation de ses droits.

PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## L'omertà de migrants sans filet

Sur papier, des programmes d'emplois pour des citoyens du Sud. Dans la réalité, les failles d'un système qui laisse les migrants à découvert, du recrutement jusqu'à la prise en charge de leur santé.

TEXTES DE SARAH R. CHAMPAGNE

En dehors des membres de la famille, les travailleurs migrants temporaires représentent aujourd'hui le quart de la main-d'œuvre agricole au Québec. Ils ont les mêmes droits en matière de santé et de sécurité que tous les autres travailleurs, mais peuvent difficilement les faire valoir, que ce soit par crainte de perdre leur emploi ou par manque de canaux viables.

La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ne prévoit aucune intervention ciblée, aucun programme spécifique d'inspection, ni aucun mécanisme de suivi à distance des plaintes.

Les travailleurs qui veulent obtenir plus d'informations — au-delà d'une brochure vague et incomplète — ou faire une plainte auprès de la Commission doivent en outre faire eux-mêmes appel à un interprète. Les efforts de la CNESST sont ainsi jugés insuffisants, à la fois par des groupes de chercheurs et par le syndicat des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce.

Avant même de se buter à ces obstacles systémiques, les travailleurs choisissent souvent de garder le silence après des blessures ou quand ils tombent malades.

Ce fut le cas de Milton Castillo. À 24 ans, il ne voit plus tout à fait la vie avec un regard jeune et clair. Après une blessure subie durant son travail dans des serres de tomates à Sainte-Marthe en Montérégie, son œil gauche pourrait être compromis.

Le jeune Guatémaltèque est arrivé au Québec en octobre 2015, pour un contrat d'environ 15 mois. En juin 2016, il s'administre un coup à l'œil en coupant les feuilles autour des plants de tomates. M. Castillo ne consultera un ophtalmologiste que sept mois plus tard, le 8 décembre 2016, alors que sa vision a déjà baissé. Il est alors dirigé en chirurgie pour subir potentiellement une chirurgie. Le coup d'endommagement sur cristallin et sa vision continuera à baisser si rien n'est fait.

Sa chirurgie attendra finalement son retour au Guatemala, le 6 janvier 2017. Milton Castillo dit avoir encore aujourd'hui «une vision embrouillée».

Trois jours avant son départ du Canada, il avait finalement contacté Julio Lara, son représentant syndical des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC). Sans son aide, il lui aurait été très difficile d'obtenir un remboursement de 1375\$ de son assurance privée.

### Garder le silence

De son côté, la directrice générale de Sagami, son employeur, assure avoir eu aussitôt qu'elle a été informée du problème.

Pourquoi Milton a-t-il attendu si longtemps? «La personne responsable m'a dit de ne pas raconter à personne, sinon ils allaient me renvoyer au Guatemala», répète-t-il à plusieurs reprises.

À l'instar de ses collègues, le jeune Castillo a choisi de garder le silence par crainte de perdre son emploi s'il demandait des soins de santé appropriés. «Je construis une maison, je ne suis qu'à la moitié. Et je voudrais bien pouvoir retourner au Québec», justifie-t-il.

L'absence de droit de rappel, donc de garantie d'obtenir du travail subséquemment, pèse



Les travailleurs vivent l'isolement social propre au monde agricole, qui se double d'une barrière linguistique dans le cas des migrants agricoles.

très lourd dans les décisions individuelles des travailleurs. «Il y a une forte "conditionnalité" imprégnée, intériorisée par les travailleurs. On leur met tellement dans la tête que leur emploi dépendra de comment ils agissent, de comment ils performant, que cela influence leur perception et leur réaction», expose Dalia Gesualdi-Fecteau, professeure de droit à l'UQAM.

Plusieurs attendront de ne plus pouvoir supporter la douleur avant de faire une demande de consultation, à également conclu une recherche sur la santé des Mexicains et les Guatémaltèques à l'île d'Orléans.

Cette crainte d'être «retournés à l'expéditeur» s'avère fondée: les travailleurs agricoles migrants sont le plus souvent rapatriés dans leur pays d'origine pour des raisons médicales, chirurgicales ou à cause de blessures externes (y compris l'empoisonnement, précise-t-on). L'Association médicale canadienne calcule ainsi que près de 800 travailleurs ont été rapatriés pour des raisons médicales entre 2001 et 2011. Aucune mesure n'a été prise pour s'assurer de leur rétablissement.

### Sans filet

Le filet de sécurité inadéquat est contre-productif pour les inciter à parler, observe Julio Lara, du syndicat TUAC: «Même si les mécanismes sont là, la plupart des accidents de travail ne sont pas rapportés. Les travailleurs ne connaissent pas les démarches. La CNESST brille par son absence.»

Une opinion partagée par M<sup>me</sup> Gesualdi-Fecteau: «S'il y a un litige et que l'employeur interpellé par le travailleur dit "non, je ne t'amène pas consulter", vers qui se tournera le travailleur?» «Transplantés ici sans aucune intégration», dit-elle, les travailleurs vivent l'isolement social propre au monde agricole, qui se double d'une barrière linguistique dans le cas des migrants agricoles.

Un programme spécifique d'inspection dans

les fermes embauchant cette main-d'œuvre a bien existé entre 2009 et 2012. L'intervention ciblée à la fois les employeurs et les travailleurs, pour distribuer de l'information et recueillir les commentaires, voire les plaintes.

La CNESST a depuis mis fin à ce programme. En moyenne, au cours des trois dernières années, seules 370 inspections ont été effectuées annuellement dans le secteur de l'agriculture, à l'indiqué une porte-parole au *Devoir*, sur un total de 11 000 établissements agricoles inscrits. À elle seule, la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre agricole étrangère (FERME) représente 900 fermes. «Les inspections, ça n'arrive juste jamais», résume Julio Lara, représentant syndical.

Ces travailleurs ne font donc «pas suffisamment l'objet d'une attention particulière par les autorités de SST [santé et sécurité au travail]», conclut une étude cosignée en 2014 par six chercheurs de l'UQAM.

Ils se demandent pourquoi la CNESST n'est pas en mesure de rapporter les plaintes ou les simples appels d'information des travailleurs migrants agricoles. Elle compile pourtant les lésions professionnelles selon de nombreuses catégories, comme le sexe, l'âge, les membres atteints, le diagnostic, etc.

Les risques associés à l'agriculture, eux, sont pourtant bien documentés, et spécifiquement pour les travailleurs migrants: vomissements, brûlures sur la peau, chutes, hernies, problèmes abdominaux, amputation, fractures, maux de tête, épuisement et même la mort.

Depuis le début de l'année, au moins deux travailleurs agricoles temporaires ont trouvé la mort au Québec sur leur lieu de travail. Cesar Ariel Garcia Garcia, le 22 février, dans l'effondrement d'un bâtiment de la ferme Pittet à Saint-Tite et Benjamin Henandez Escareño, sous un tracteur-tondeuse à Saint-Clément, le 13 juin dernier.

Il importe donc que les structures en place cessent de n'être que l'écho du silence de ces travailleurs. «Quand j'ai parlé, il était peut-être trop tard. Mais finalement, j'ai dû repartir quand même», illustre Milton Castillo.

### Les travailleurs agricoles temporaires en chiffres

# 10 954

au Québec en 2016 selon la FERME, qui comble les besoins en main-d'œuvre migrante de 900 exploitations.

# 45%

sont des Guatémaltèques inscrits au Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET)

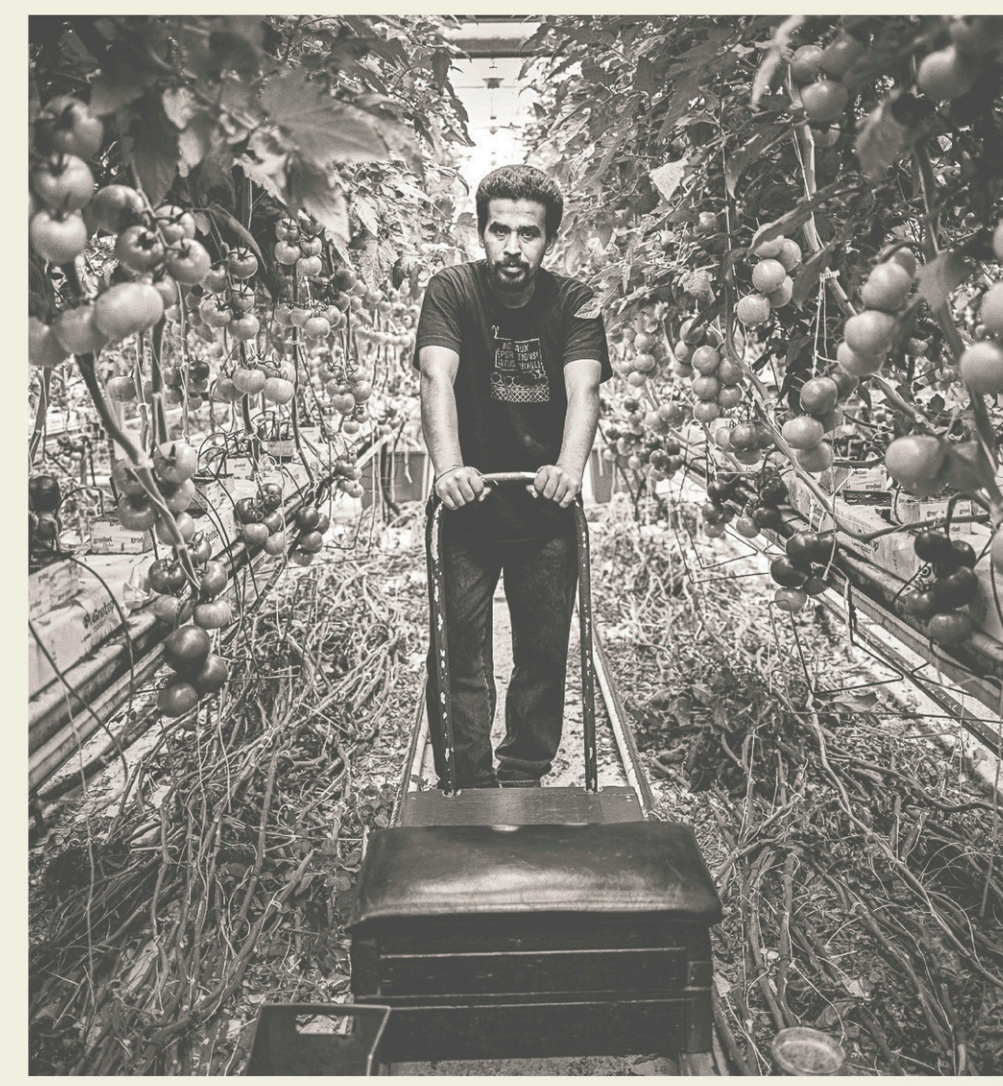
# 55%

viennent du Mexique ou des pays des Caraïbes, grâce au Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS)

# 1/4

des travailleurs agricoles sont des travailleurs migrants excluant les membres de la famille des exploitants agricoles, selon le recensement agricole de 2016

Le Devoir



Ce portrait de Noé Arteaga est depuis peu au Musée canadien pour les droits de la personne à Winnipeg.

### Noé Arteaga en cinq dates

**15 septembre 1980** Naissance à Jocotenango, au Guatemala.

**13 avril 2008** Arrivée au Canada, un contrat de 11 mois en poche pour travailler dans des serres de production de tomates à Saint-Étienne-des-Grès.

**Juillet 2008** Grève éclair des travailleurs pour faire pression sur l'employeur.

**6 août 2008** M. Arteaga apprend son congédiement et son renvoi sur-le-champ au Guatemala.

**11 décembre 2014** Jugement du tribunal d'arbitrage qui reconnaît le congédiement illégal et la discrimination envers lui.

**2015** Faillite de Savoura et rachat par Sagami.

« Je ne supportais pas qu'on me traite de paresseux. On travaillait trois fois plus vite que les locaux. On avait soi-disant droit à une journée de repos, mais personne n'osait la demander. Je suis venu demander justice et dignité. »

Noé Arteaga, arrivé du Guatemala en 2008 pour travailler dans des serres de la compagnie Savoura

## Les tomates de la colère

Le combat d'un travailleur agricole migrant pour faire respecter ses droits

La photo vient d'entrer au Musée canadien pour les droits de la personne à Winnipeg. Mais il n'a jamais eu l'impression d'avoir obtenu justice et réparation.

Noé Arteaga est arrivé du Guatemala en 2008 pour travailler dans des serres de la compagnie Savoura, à Saint-Étienne-des-Grès. L'entreprise employait à l'époque déjà 200 travailleurs étrangers temporaires dans l'ensemble de ses divisions, surtout du Guatemala.

Quatre mois après son arrivée, le 6 août se souvient-il, il reçoit un appel à 10 h du matin d'un représentant du consulat de son pays d'origine établi à Montréal. «On m'a dit de faire mes valises. Deux heures plus tard, on a fermé mon compte de banque et à minuit, j'étais à l'aéroport», raconte-t-il.

Personne ne lui a expliqué alors ce qui se passait, peut-on lire dans une décision du tribunal d'arbitrage rendue en 2014, soit six ans après les faits.

«Ils ne m'ont pas renvoyé parce que je ne travaille pas. Ils voyaient plutôt que nous avions commencé à réclamer nos droits», croit-il. Les travailleurs de la même serre avaient fait une grève éclair pour exiger de l'employeur qu'il amène un collègue à l'hôpital. Noé Arteaga avait alors pris position devant tout le monde, disant qu'il ne recommanderait à travailler que lorsque Oswaldo, son collègue, serait soigné.

Son congédiement a bel et bien été reconnu comme illégal, «sans cause juste et suffisante» en 2014 par le tribunal d'arbitrage. Leur traitement a été qualifié de discriminatoire à cause de leur origine ethnique ou nationale. Mais il n'a jamais obtenu de compensation financière. Il continue donc à tendre son dossier dans une chemise cartonnée aux journalistes.

Savoura ayant déclaré faillite en 2015, il s'est adressé à leur racheteur, Sagami, pour obtenir sa compensation. On lui a alors signalé que cette créance ne serait pas remboursée. «Je ne suis plus à qui m'adresser», dit-il en montrant des copies de lettres déjà envoyées.

Son cas a été fortement médiatisé. Au point que même son frère, lui aussi travailleur agricole temporaire, a reçu

« Le superviseur venait me dire de me dépêcher à chaque heure, il se moquait de moi, m'attribuait les tâches les plus dures »

Alberto Moreno Fartorius, venu du Mexique grâce au Programme des travailleurs étrangers temporaires

des avertissements très clairs. «Un ami de la serre m'a dit aussi que quelqu'un était venu leur dire de se calmer après mon départ», avance-t-il, interprétant ce geste comme une menace. M. Arteaga a réussi à refaire son chemin vers le Québec, sans quoi «on n'aurait entendu parler de rien», selon lui.

S'en remettre à soi-même D'autres travailleurs agricoles migrants qui ont choisi de parler en ont subi eux aussi les conséquences. Alberto Moreno Fartorius, venu du Mexique grâce au Programme des travailleurs étrangers temporaires avec un rare contrat de deux ans en poche, a subi des blessures à l'écoulement des serres de son employeur. «La bonbonne contenant le liquide industriel était percée. La journée même, le superviseur ne m'a pas cru. Le lendemain, j'ai montré mes épaules en train de se défaire et ma peau, rouge, qui brûlait», relate-t-il.

Après avoir réussi à obtenir des traitements, il s'est plaint au ministère du Travail de l'Ontario, qui a forcé la ferme d'accorder avec le Canada en 1974. Le nombre de travailleurs temporaires agricoles, les deux programmes d'immigration temporaire pour la main-d'œuvre devraient être abolis.

Le besoin de main-d'œuvre agricole est présenté comme «temporaire» depuis 1966, date à laquelle une première entente pour des travailleurs agricoles saisonniers fut conclue. Les travailleurs arrivaient alors principalement de Jamaïque, le Mexique signant un accord avec le Canada en 1974. Le nombre de travailleurs temporaires agricoles, les deux programmes d'immigration confondus, a continué d'augmenter dans les dernières années.

«Le ministère [de l'Emploi et du Développement social] n'a pas fait suffisamment d'efforts pour garantir que les travailleurs étrangers temporaires étaient seulement embauchés en dernier ressort», a reproché le vérificateur général Michael Ferguson dans son rapport déposé en mai dernier. Ce qui fait dire à Noé Arteaga que les étrangers sont choisis surtout «parce qu'ils sont jetables».

«Le ministère [de l'Emploi et du Développement social] n'a pas fait suffisamment d'efforts pour garantir que les travailleurs étrangers temporaires étaient seulement embauchés en dernier ressort», a reproché le vérificateur général Michael Ferguson dans son rapport déposé en mai dernier. Ce qui fait dire à Noé Arteaga que les étrangers sont choisis surtout «parce qu'ils sont jetables».

«Le ministère [de l'Emploi et du Développement social] n'a pas fait suffisamment d'efforts pour garantir que les travailleurs étrangers temporaires étaient seulement embauchés en dernier ressort», a reproché le vérificateur général Michael Ferguson dans son rapport déposé en mai dernier. Ce qui fait dire à Noé Arteaga que les étrangers sont choisis surtout «parce qu'ils sont jetables».

Le Devoir

## ACTUALITÉS

## La nocivité du pesticide « tueur d'abeilles » confirmée

Les néonicotinoïdes réduisent le taux de survie des insectes pollinisateurs, concluent des études en Europe et au Canada

JEAN-LOUIS SANTINI  
à Washington

Deux des expériences les plus étendues menées à ce jour dans la nature, en Europe et au Canada, ont confirmé la nocivité des insecticides agricoles néonicotinoïdes pour les abeilles et autres pollinisateurs qui y sont exposés.

Les résultats de ces études, publiées jeudi dans la revue américaine *Science*, révèlent aussi que l'environnement local et l'état de santé des ruches peuvent moduler les effets des néonicotinoïdes, dits pesticides « tueurs d'abeilles » et largement utilisés dans l'agriculture.

Mais ces substances chimiques, qui agissent sur le système nerveux des insectes, ont dans l'ensemble « des effets nettement délétères » sur ces pollinisateurs essentiels à de nombreuses récoltes, dont une nette réduction de leur taux de reproduction et une forte augmentation de leur mortalité, concluent ces travaux financés en partie par le secteur, avec les groupes allemand Bayer et suisse Syngenta.

Après ces études, « on ne peut plus continuer à affirmer que les néonicotinoïdes dans l'agriculture ne sont pas nuisibles aux abeilles », a réagi David Goulson, professeur de biologie à l'université britannique de Sussex qui n'a pas participé aux travaux.

La première expérience, conduite sur un total de 3000 hectares au Royaume-Uni, en Allemagne et en Hongrie, a exposé trois espèces d'abeilles à des récoltes de colza d'hiver dont les semences avaient été traitées avec de la clothianidine de Bayer Crop Science, ou avec du thiaméthoxame de Syngenta.

Il s'agit de deux des trois néonicotinoïdes interdits temporairement dans l'Union européenne en 2013 en raison des craintes de leurs effets sur la santé des abeilles. Un nouveau projet législatif prévoit de les bannir complètement dans les champs, mais pas dans les serres.

Or les chercheurs ont constaté qu'une exposition à ces récoltes réduisait le taux de survie des ruches durant l'hiver, dans deux de ces trois pays.

## Impact plus faible en Allemagne

En Hongrie, la population des ruches a diminué de 24% au printemps suivant. Au Royaume-Uni, le taux de survie a été généralement faible mais au plus bas dans les ruches où les abeilles avaient été en contact avec du colza traité avec de la clothianidine.

En revanche, moins d'effets néfastes ont été observés chez les abeilles en Allemagne.

Selon Ben Woodcock, un entomologiste du Centre britannique pour l'éco-



ODD ANDERSEN AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon l'étude effectuée au Canada, les abeilles exposées à du pollen traité avec ces insecticides néonicotinoïdes pendant les neuf premiers jours de leur vie voyaient leur espérance de vie réduite de 23%.

logie et l'hydrologie (CEH), principal auteur de cette étude, les différences d'impact pourraient s'expliquer par l'accès plus ou moins grand à d'autres plantes que le colza traité ainsi qu'à l'état de santé des colonies.

Ainsi en Allemagne, les ruches avaient des populations plus grandes et en bonne santé, avec un accès à un

large éventail de fleurs sauvages pour butiner.

## Propagation

La seconde expérience menée au Canada a montré que les abeilles en contact avec des néonicotinoïdes mouraient plus tôt et que la santé des colonies était affaiblie.

Les abeilles exposées à du pollen traité avec ces insecticides pendant les neuf premiers jours de leur vie voyaient leur espérance de vie réduite de 23%. De plus, les colonies étaient incapables de maintenir de bonnes conditions pour permettre à la reine de pondre.

Les chercheurs ont étudié onze ruches. Cinq étaient proches d'un champ de maïs dont les semences avaient été traitées avec des néonicotinoïdes. Les six autres ruches étaient loin des cultures agricoles.

Toutes ces colonies ont été minutieusement examinées pour détecter la présence de pesticides entre début mai et septembre.

« La question sur la véritable exposition des abeilles aux insecticides est controversée et suscite un débat depuis longtemps », note Amro Zayed, biologiste à l'Université de York et principal auteur de cette étude.

Les scientifiques ont également été surpris de trouver dans les ruches du pollen contenant du néonicotinoïde qui ne provenait pas du maïs ou soja traités, mais de plantes situées à proximité. « Cela indique que les néonicotinoïdes qui se dissolvent dans l'eau se propagent dans l'environnement », souligne Nadia Tsvetkov, une chercheuse de l'Université de York.

Agence France-Presse

## L'Église d'Australie au secours du cardinal Pell

Sydney — La hiérarchie de l'Église catholique australienne s'est portée au secours du cardinal George Pell, présentant l'argentier du Vatican comme un « homme on ne peut plus honnête » après son inculpation pour des sévices sexuels anciens présumés. Le numéro trois du Vatican, qui a été convoqué par la justice à Melbourne (sud-est) le 18 juillet, avait déclaré jeudi qu'il rentrerait en Australie « dès que possible pour blanchir [son] nom » après consultation avec ses médecins. La police australienne a annoncé jeudi l'ivoir inculpé pour « des délits d'agressions sexuelles anciennes », sans aucune précision sur les faits supposés ni l'âge des victimes présumées.

Agence France-Presse

## Démission de Michèle Moreau à la tête de l'Enquête sur les femmes autochtones

L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées (FFADA) perd sa directrice générale. Michèle Moreau a invoqué des « raisons personnelles ». Dans une déclaration publiée sur Facebook et Twitter, M<sup>me</sup> Moreau affirme qu'elle a choisi de retourner à Montréal auprès de sa famille. « Je continuerai à suivre le travail de l'enquête nationale avec un vif intérêt et je peux vous assurer que je resterai une alliée », a-t-elle écrit. La FFADA a débuté le 1<sup>er</sup> septembre 2016 et doit se poursuivre jusqu'au 31 décembre 2018.

Le Devoir

## Baleines noires retrouvées mortes : un « désastre »

Norway, Î.-P.-É. — La mort de six baleines noires de l'Atlantique Nord dans le golfe du Saint-Laurent est un « désastre » en matière de mortalité, selon un scientifique américain, qui souligne que la situation est à un niveau qui n'avait pas été atteint depuis que la population de ce mammifère marin a été décimée au XIX<sup>e</sup> siècle par les baleiniers. Mark Baumgartner, de l'Institut océanographique Woods Hole, à Cape Cod, a dit que la série de décès de baleines devrait servir d'incitatif aux humains afin qu'ils en fassent plus pour protéger les animaux quand c'est possible.

La Presse canadienne

## COMMUNICATION

## La pub s'attaque aux clichés sexistes... qu'elle a fabriqués

Une vingtaine de multinationales font la promesse de ne plus verser dans le stéréotype féminin

JULIE RAMBAL

« Il a l'argent. Il a le pouvoir. Il a une Audi. Il aura la femme », lançait une voix virile dans un spot publicitaire de 1993. Bien sûr, la brune déambulant sur le trottoir au moment du passage de la berline finissait dedans. Conclusion laissée à la guise du spectateur: les hommes ont l'instinct de chasse en matière de séduction, et les femmes sont sacrément vénales...

Vingt-quatre ans plus tard, à l'occasion du dernier Super Bowl américain, en février, le même fabricant automobile diffusait un message publicitaire baptisé « Daughter » (fille).

On y voit une préadolescente participer à une course de boîtes à savon. Tandis que la petite coureuse remonte vaillamment la file de concurrents masculins, frimousses déterminées, un homme s'interroge d'une voix douce: « Que dois-je dire à ma fille? Que son grand-père vaut mieux que sa grand-mère? Que malgré son éducation, son dynamisme, ses compétences, son intelligence, elle sera automatiquement dévaluée par rapport aux hommes? Ou peut-être que je serais capable de lui dire quelque chose de différent. »

## Casser les clichés

Après avoir présenté la femme comme un gadget masturbatoire, une cruche ou une esclave domestique, l'industrie de la réclame semble faire sexisme arriéré.

Le 20 juin, durant les Cannes Lions, le grand raout international de la pub, une vingtaine de multinationales ont d'ailleurs soutenu le projet « Unstereotype Alliance » (l'alliance sans stéréotype), soit la promesse de ne plus verser dans les clichés. Une initiative lancée par le géant Unilever (Dove, Cif, Ben & Jerry's, Knorr...), en partenariat avec ONU Femmes — la branche onusienne vouée à l'émancipation féminine —, et déjà ratifiée par Johnson & Johnson, Procter & Gamble, Microsoft, Mattel, AT & T, Facebook, Google.

« Chaque jour, des centaines de millions de personnes dans le monde sont exposées aux communications que notre industrie produit. Cette influence peut être utilisée pour renforcer les stéréotypes négatifs, ou pour définir de nouvelles normes d'autonomisation et d'égalité », a expliqué en conférence Martin Sorrell, patron de WPP, la plus grande agence de communication mondiale. Un *mea culpa* salutaire.

Car, selon une étude d'Unilever sur la représentation



JACK GUEZ AGENCE FRANCE-PRESSE

Après avoir présenté la femme comme un gadget masturbatoire, une cruche ou une esclave domestique, l'industrie de la réclame semble faire sexisme arriéré.

des femmes dans la publicité, le constat est accablant: elles y parlent trois fois moins que les hommes, et sont une fois et demie plus susceptibles d'être mises en scène dans une cuisine.

En comparaison, seuls 3% des messages publicitaires les présentent en chefs d'entreprise. Dans le monde chatoyant de la coupeur pub, le gène féminin du produit vaisselle est une vérité scientifique...

## Déculpabiliser les mères

Or cette caricature, constamment dénoncée par les activistes du 2.0, devient nuisible pour le chiffre d'affaires alors que 40% des femmes ne s'y reconnaissent pas, toujours selon l'étude. Alors, pour ramener les acheteuses au bercail, les marques adoptent un nouveau mode de communication: le « femvertising » (contraction de « feminism » et « advertising », publicité en anglais).

C'est par exemple la nouvelle pub américaine Yoplait qui veut déculpabiliser les mères en montrant une galerie de femmes en train d'allaiter, donner le biberon, rester à la maison pour s'occuper des enfants, ou filer au travail pour

## « L'élection du très misogyne Donald Trump a servi de détonateur »

Serge Carreira, maître de conférences à Sciences-Po Paris

satisfaire leur ambition, toujours avec la même plainte: quoi qu'une mère décide, elle est jugée... et basta.

Dès 2013, Dove avait lancé la tendance avec la campagne « Real Beauty », montrant des femmes se dévalorisant systématiquement en parlant de leur physique. Vite suivi par le « Like a Girl » des protections périodiques Always, dénonçant l'insulte nichée derrière l'expression « comme une fille ».

A présent, les pubs « féministes » ont même gagné des récompenses, les #Femvertising Awards, attribués depuis deux ans par le groupe de média digital américain SheKnows Media.

Au palmarès de septembre dernier, dans la catégorie « impact social », la corrosive campagne #WomenNotObjects (femmes, pas objets), un inventaire de la façon dont les femmes sont encore

et toujours dégradées sexuellement pour vendre tout et n'importe quoi, jusqu'à des hamburgers.

Même l'Inde se met au femvertising, notamment à travers la campagne « Da Da Ding » de Nike, qui présente des sportives émancipées (mais aucune avec de la cellulite) dans un pays aux traditions patriarcales fortement ancrées...

« Les milléniaux chamboulent les codes et ringardisent le marketing « genré », ce fameux rose pour les filles et bleu pour les garçons, analyse Serge Carreira, maître de conférences à Sciences-Po Paris. Ils veulent qu'on leur parle de leur vrai mode de vie, et de leurs aspirations, avec des références qui sortent enfin des clichés, comme lorsque la marque de cosmétiques de grande distribution Maybelline prend pour égérie Manny Gutierrez, un youtubeur masculin

américain qui fait des tutoriels de maquillage. »

## Inverser les rôles

La « ménagère de moins de 50 ans » est à ce point moribonde, d'ailleurs, que les pros du marketing lui ont trouvé un nouveau surnom: « responsable principale des achats »... parce que, oui, c'est toujours madame qui achète à 66% le papier toilette du foyer (contre 33% des hommes), mais plus pour longtemps.

Fin avril, la marque d'électroménager Indesit a diffusé un message publicitaire dénonçant ce double travail des femmes, qui restent 73% à assurer les tâches domestiques, alors qu'elles turbinent autant que les hommes au bureau. Baptisé « Do it together » (faites-le ensemble), la pub inverse les rôles en montrant le quotidien d'un homme qui gère tout dans la maison (petit-déjeuner, lessive, repassage, sortie d'école, courses, bain des enfants, jeu, dîner) pendant que sa femme lit le journal ou reste pendue au téléphone. Bien sûr, les deux ont un emploi...

« L'élection du très misogyne Donald Trump a servi de détonateur, et permis une affirmation encore plus forte de certaines valeurs, avec une sensibilité épidermique qui prend la pub comme symptôme des maux de la société », poursuit Serge Carreira.

Les hommes sont d'ailleurs intégrés aux slogans émancipateurs. Dans sa nouvelle campagne « Is it OK? », la marque de déodorant Axe, d'Unilever, demande: « Est-ce OK pour les garçons d'être maigre, de ne pas aimer le sport, d'être vierge, d'avoir des expériences avec d'autres garçons, de porter du rose? »

La réponse est oui, évidemment. Jusque-là, les déos étaient surtout connus pour montrer de belles plantes tombant comme des mouches sous les effluves musqués de mâles carrossés.

Tout change. Même Mattel, le fabricant de Barbie, verse dans le femvertising. Après une publicité affirmant que les filles peuvent devenir ce qu'elles veulent, en 2015, il montre des pères jouant avec leurs filles à la poupée. Ce qui en fait ricaner beaucoup. Vendre des figurines aux mensurations inaccessibles et jouer les féministes... bof.

Certains pointent aussi que, dans les comités de direction des signataires de « l'Alliance sans stéréotypes », on trouve surtout des hommes. L'égalité? C'est surtout valable dans les messages publicitaires...

Le Temps

## ACTUALITÉS



STEPHEN CARR ASSOCIATED PRESS

L'Association des avocats immigrants américains a érigé vendredi un kiosque improvisé à l'aéroport international de Los Angeles.

## DÉCRET ANTI-IMMIGRATION

## Des volontaires volent au secours des voyageurs des pays concernés

SÉBASTIEN BLANC

à Washington

Avocats et militants des droits de l'homme se relayaient vendredi dans plusieurs aéroports des États-Unis, quelques heures après l'entrée en vigueur du décret anti-immigration de Donald Trump, afin d'apporter une aide juridique aux voyageurs des pays concernés.

Des avocats bénévoles ont improvisé des points d'information, certains comportant des panneaux écrits en arabe, notamment dans les aéroports de New York, Los Angeles, San Francisco, Chicago et Washington, afin de fournir une aide juridique aux immigrés en ayant besoin.

«Nous sommes simplement là pour surveiller, pour informer les gens sur ce qui se passe et pour faire remonter ce que nous observons», a expliqué Camille Mackler, de la New York Immigration Coalition, au site d'information The Daily Beast.

Elle faisait partie des volontaires présents à l'aéroport JFK de New York pour attendre les vols en provenance de Londres, Istanbul, Doha et Abou Dhabi.

Des militants opposés à la politique migratoire de Donald Trump ont aussi mani-

festé. À Los Angeles, certains brandissaient des pancartes qualifiant le président américain de «fasciste».

Le dispositif censé prévenir l'arrivée de «terroristes étrangers» interdit temporairement l'entrée aux États-Unis aux ressortissants de six pays musulmans (Syrie, Libye, Iran, Soudan, Somalie et Yémen), ainsi qu'aux réfugiés du monde entier.

Mais après cinq mois de contentieux devant les tribunaux, de nombreuses questions restaient en suspens sur la plus controversée des mesures du président républicain, réinstaurée partiellement lundi par la Cour suprême.

L'Iran a été prompt à réagir. «Les États-Unis interdisent désormais aux grands-mères de voir leurs petits-enfants, dans une démonstration vraiment honteuse d'hostilité aveugle envers tous les Iraniens», a écrit sur Twitter le chef de la diplomatie du pays, Mohammad Javad Zarif.

La portée de cette nouvelle version du texte a été limitée par les hauts magistrats: le décret exempté quiconque pouvant justifier d'une «relation va-

lable avec une personne ou une entité aux États-Unis».

Ainsi, quelqu'un venant rendre visite à un membre de sa «famille proche» sera admis. Tout comme le sera un étudiant intégrant une université américaine ou un salarié recruté par une entreprise locale. Ou encore un professeur convié à donner une conférence aux États-Unis.

Cette notion de «relation valable» a plongé les juristes dans la perplexité. Comment un réfugié syrien pourrait-il prouver l'existence d'un lien préalable entre lui et les États-Unis? se sont-ils demandé.

Selon les consignes du département de la Sécurité intérieure, toute personne ayant bénéficié d'un visa avant l'entrée en vigueur du décret sera admise aux États-Unis, tout comme les réfugiés ayant réservé leur voyage avant le 6 juillet.

Dans un câble adressé aux ambassades américaines et une conférence téléphonique ouverte à la presse jeudi, des responsables gouvernementaux ont tenté de tempérer et d'apporter des clarifications.

La notion de «famille proche» regroupe «les parents [y compris les beaux-parents], les époux, enfants, fils ou fille adultes, gendres, belles-filles et membres de la fratrie, qu'il s'agisse de frères et sœurs entiers ou de demi-frères et demi-sœurs», a précisé le télégramme diplomatique.

Sont donc exclus les grands-parents, petits-enfants, oncles et tantes, neveux et nièces, cousins, fiancés, beaux-frères et belles-sœurs.

La «relation valable» doit selon le gouvernement être «formelle, documentée et avoir été établie dans des circonstances ordinaires plutôt que dans l'objectif d'échapper au décret».

Une simple réservation hôtelière ne sera pas considérée comme suffisante pour qu'un touriste originaire d'un des six pays obtienne un visa.

Aucun signe de troubles ou de panique n'a été observé dans les heures suivant l'entrée en vigueur de cette nouvelle mouture du texte, contrairement à ce qui s'était produit le 27 janvier dernier lors de la mise en œuvre d'une première version du décret migratoire.

Agence France-Presse

## ENVIRONNEMENT

## Marché du carbone: le PQ exige des consultations

PATRICE BERGERON

à Québec

L'opposition officielle à Québec réclame des consultations sur l'avenir de la Bourse du carbone, la stratégie principale de réduction des gaz à effet de serre (GES) du gouvernement Couillard.

Le Parti québécois (PQ) est appuyé dans sa demande par des organisations telles que Greenpeace et la Fondation David Suzuki, qui émet toutefois des réserves.

En vertu du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, le gouvernement devra bientôt adopter une nouvelle réglementation sur le marché du carbone et l'opposition péquiste ne veut pas de consultations restreintes en vase clos sur cet enjeu important, comme il est d'usage pour l'adoption d'un règlement.

Dans une entrevue avec *La Presse canadienne*, le porte-parole du Parti québécois en matière d'environnement, Sylvain Gaudreault, a fait valoir qu'à mi-chemin dans le plan d'action 2013-2020, il est temps de s'asseoir et d'en discuter, puisqu'on sait déjà que le Québec «n'atteindra pas ses cibles» de réduction de GES.

En effet, en 2015-2016, le Québec avait diminué ses émissions de GES de 1,4 mégatonne par rapport au niveau de 1990, alors qu'il devrait plutôt être à 3 mégatonnes, soit 50% de l'objectif final de réduction de 6 mégatonnes en 2020.

«Ce sera le meilleur moment d'en jaser de façon ouverte, a déclaré le député de Jonquière. Il y a un enjeu de transparence et d'information du public.»

## «Alignement des planètes»

Il a aussi rappelé que les grandes entreprises qui participent au marché du carbone «demandent de la prévisibilité» et veulent savoir à quoi s'attendre après 2020. «Moi je m'en fais parler, j'ai Rio Tinto dans mon comité et Produits forestiers Résolu, a-t-il argué. On ne décidera pas ça à minuit moins une avant l'échéancier de 2020.»

M. Gaudreault a aussi souligné que la Californie, l'autre partenaire du Québec dans le marché du carbone, a elle-même tenu des consultations en 2016 sur la continuation de ce système.

Par ailleurs, le contexte a changé depuis 2013, a rappelé

«Ce sera le meilleur moment d'en jaser de façon ouverte»

Sylvain Gaudreault, porte-parole du Parti québécois en matière d'environnement

le député de Jonquière: l'Ontario a adhéré au marché du carbone, le gouvernement Trudeau va mettre en place une taxe sur le carbone, et on attend le bilan de la première phase du Plan d'action sur les changements climatiques.

«Il y a comme un alignement de planètes qui justifie la tenue de consultations», a résumé M. Gaudreault.

Il estime qu'une commission parlementaire serait la «bonne formule» pour entendre dès l'automne prochain les différents acteurs, autant les spécialistes, les groupes écologistes que les entreprises.

## Greenpeace

Greenpeace Canada soutient la demande du Parti québécois. Dans un courriel transmis à *La Presse canadienne*, le responsable climat-énergie de l'organisation, Patrick Bonin, a indiqué qu'il faut faire le bilan de la mise en place du marché du carbone et se pencher sur les hypothèses à venir.

La Fondation David Suzuki exige aussi des consultations, mais les veut plus larges que sur le marché du carbone. Son directeur général pour le Québec, Karel Mayrand, émet des craintes: l'échéancier est serré et il ne faut pas que certains tirent profit des retards. De même, il ne faut pas que cette question devienne une «patate chaude partisane», à un an des élections générales, a-t-il confié.

Enfin, une figure d'autorité dans le domaine de l'environnement, le professeur Normand Mousseau, milite aussi pour un exercice de consultations. Il estime que la démarche actuelle du gouvernement «manque de coordination» et qu'il faut réévaluer les mesures en place ou à venir.

La Presse canadienne

150<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU CANADA

## Justin Trudeau à la rencontre des militants autochtones

Les manifestants ont érigé un tipi sur la colline du Parlement pour sensibiliser les Canadiens à l'histoire des autochtones du pays

Ottawa — Justin Trudeau dit avoir livré un message de respect et de réconciliation, vendredi, aux militants autochtones qui ont installé leur tipi sur la colline du Parlement — et qui comptent y rester tout au long des célébrations du 1<sup>er</sup> juillet.

Le premier ministre et sa femme, Sophie Grégoire, sont arrivés sur place en avant-midi, alors que la capitale était plongée dans les préparatifs de la fête du Canada, qui devrait attirer une foule d'un demi-million de personnes à Ottawa ce week-end.

Les manifestants de Sault Ste. Marie, en Ontario, ont érigé le campement mercredi soir dans le cadre de cette «réoccupation» de quatre jours

qui vise à sensibiliser les Canadiens à l'histoire des Autochtones du pays, marquée par le génocide et l'assimilation.

Neuf d'entre eux avaient initialement été arrêtés puis relâchés, avant que les autorités ne leur permettent finalement de s'installer sur la pelouse principale plutôt qu'en bordure du terrain.

Jeudi, M. Trudeau s'était dit sensible à leur message, admettant volontiers que plusieurs membres des Premières Nations n'ont pas le cœur à célébrer le 150<sup>e</sup> anniversaire de la fédération.

Vendredi, le premier ministre et sa femme ont passé près d'une demi-heure à l'intérieur du tipi avec ces militants «protecteurs de l'eau».

M. Trudeau était de passage afin de prendre part aux répétitions du grand événement de samedi. Les militants ont dit avoir été mis au parfum de la venue du premier ministre quand la Gendarmerie royale du Canada s'est présentée pour fouiller le tipi.

Le groupe autochtone a salué la visite du premier ministre, mais a toutefois laissé savoir que cela ne mettrait pas nécessairement fin à sa présence sur la colline. «Il y a du travail que nous devons faire pour nous-mêmes, indépendamment du pays du Canada», a dit l'une des personnes ayant pris part aux discussions, Ashley Courchene.

Justin Trudeau et Sophie Grégoire sont restés environ 30 minutes à l'intérieur du

«Il y a du travail que nous devons faire pour nous-mêmes, indépendamment du pays du Canada»

Ashley Courchene, militante autochtone

tipi, s'entretenant avec quatre personnes.

Une vidéo publiée sur YouTube montre le premier ministre assis les jambes croisées, ses chaussures retirées, écoutant la militante Candace Day Neveau réclamant que l'actuel ministre des Affaires autochtones et du Nord soit renommé pour inclure la notion du respect des traités, et que l'actuelle

Loi sur les Indiens soit supprimée. «Nous devons aller au-delà de la Loi sur les Indiens, nous devons mettre fin à la Loi sur les Indiens, mais nous ne pouvons pas le faire d'un seul coup de stylo d'Ottawa», a fait valoir le premier ministre.

## Éduquer la population

M<sup>me</sup> Day Neveau a expliqué que le groupe s'était présenté

avec l'intention d'éduquer la «population coloniale» sur la façon dont les peuples autochtones sont «constamment traités».

Si l'objectif de cette «réoccupation» n'était pas une rencontre avec M. Trudeau, celle-ci signifie tout de même que la voix du groupe a été entendue, a estimé M<sup>me</sup> Day Neveau.

«Nous voulons démontrer que nous sommes ici avec générosité et amour dans nos cœurs et nous avons prouvé cela.»

Le tipi pourrait être démonté samedi après-midi, mais un consensus à cet effet devra d'abord être trouvé au sein du groupe, a expliqué M<sup>me</sup> Courchene.

La Presse canadienne

## L'UNIVERS DU STORE.ca

STORES SUR MESURE  
Fabriqué au Québec  
MOTORISATION  
DISPONIBLE

MONTRÉAL 514-231-8677  
LONGUEUIL 450-445-9829  
LAVAL 450-627-3716

QUÉBEC 418-654-8677  
LÉVIS 418-654-8677  
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677



Certifié 5 Étoiles®

MEILLEURS  
PRIX GARANTIS



OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES  
TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS  
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

ESTIMATION GRATUITE  
1 855 770-8677

Jusqu'à  
**50%**  
DE RABAIS  
OU  
INSTALLATION  
GRATUITE

MONTRÉAL • QUÉBEC • TROIS-RIVIÈRES • LAVAL • LONGUEUIL • REPENTIGNY • BELOEIL • BOISBIAND • MAGOG • ST-AGATHE • MONT-TREMBLANT

## ACTUALITÉS

## SEMEURS

SUIITE DE LA PAGE 1

Des travailleurs hésitaient à répondre au questionnaire en présence d'un de leurs compagnons et laissaient même certaines cases blanches. « On est à même de constater le pouvoir presque sans limites des acteurs [du recrutement] et du niveau de dépendance des travailleurs envers eux », poursuit M<sup>me</sup> Gesualdi-Fecteau.

## Frais et contrats

Au-delà de leurs craintes, des travailleurs ont néanmoins montré du doigt les frais exorbitants qu'ils disent s'être fait facturer par les intermédiaires de recrutement. Certains ont même contracté des prêts les obligeant à mettre leur maison en garantie, ce qui n'est pas sans les placer dans une dynamique de soumission vis-à-vis de leur employeur, croit Dalia Gesualdi-Fecteau.

Les travailleurs ont également exprimé un malaise envers les contrats, qu'on ne prenait pas le temps de leur expliquer. La plupart l'ont signé dans les bureaux du recruteur (84 %), mais certains (8 %) l'ont paraphé *in extremis* à l'aéroport. La majorité a dit n'avoir jamais eu de copie, et parfois le contrat n'était même pas en espagnol. « C'est toujours comme ça : on nous fait signer rapidement, la plupart du temps les papiers sont en anglais et c'est difficile de dire quoi que ce soit », raconte un travailleur recruté par Amigo laboral qui veut garder l'anonymat.

Juan Godoy se souvient surtout des nombreux allers-retours en autobus qu'il a dû faire, à ses frais, entre son village et la capitale. « Rien que ça, ça m'a coûté au moins 5000 quetzales [880 dollars], dit-il. Parfois, on nous appelait et on devait être quelques heures plus tard à la ville et là-bas, on nous faisait attendre des heures pour de la paperasse. [...] Il fallait obéir. » Toutefois, il dit ne pas avoir payé plus que 3500 GTQ (620 \$CAN) pour le processus de recrutement lui-même, comprenant le visa (environ 150 \$CAN), l'examen médical et des frais de service pour remplir les papiers. Depuis cette année, l'employeur ne paie plus les quelque 200 \$ pour le Certificat d'acceptation du Québec, contrairement au travailleur migrant.



Juan Godoy estime avoir été floué par ceux qui l'ont recruté au Guatemala pour travailler au Québec.

## Des escrocs autour

Vérification faite, ce montant de 620 \$ correspond à ce qu'Amigo laboral exige à ses clients et rien de plus, assure Karla Villamar. « On fait même signer un papier aux travailleurs leur expliquant que c'est là le total des coûts qu'ils devront payer. » Elle ne nie pas qu'il peut y avoir de la corruption autour de ses activités de recrutement, par des gens qui prétendent agir au nom de la firme. « Je suis triste parce que j'aime mon pays et ses habitants. Mais c'est un mal du système. »

D'autres escrocs exigent de l'argent en échange d'une aide pour remplir les papiers ou la garantie d'une place dans le programme de travailleurs migrants. « 9 % des répondants ont répondu qu'ils devaient aussi payer des frais à un "intermédiaire" [...] soit une personne ayant des liens avec Amigo laboral qui promettait au travailleur migrant "qu'il allait être embauché" », souligne l'étude. Un des travailleurs interrogés a même confié avoir payé 15 000 GTQ

[2600 \$CAN] à un intermédiaire.

Karla Villamar déplore l'impact de cette mafia sur son entreprise. « Ça contribue à salir notre nom. » Il y a un an, la FERME a cessé abruptement de faire affaire avec Amigo laboral. Serait-ce pour les rumeurs d'escroquerie qui entachait sa réputation ? M<sup>me</sup> Villamar ne le croit pas. « Mais on a posé la question à plusieurs reprises, et on n'a jamais eu de réponse valable. » Malgré nos demandes répétées, la FERME n'a pas répondu à toutes les questions du Devoir.

## Problème d'encadrement

Selon Irene Palma, vice-présidente de l'Institut centraméricain d'études sociales et développement, de nombreux efforts ont été faits par le gouvernement guatémaltèque pour démanteler ces réseaux d'arnaqueurs qui s'en prennent aux travailleurs migrants. Des opérations policières ont mené à l'arrestation de 20 escrocs qui auraient fait un total de 5000 victimes.

À l'heure actuelle, rien, dans ce pays, n'encadre les agences de recrutement. Mais le ministère du Travail travaille à un projet de règlement qui serait dans sa phase finale, explique M<sup>me</sup> Palma. « Le [bureau canadien] des visas va seulement pouvoir traiter les demandes venant des agences approuvées par le ministère. »

Comme les lois canadiennes et québécoises ne peuvent s'appliquer au-delà de leurs frontières, il est recommandé que les législateurs d'ici régulent les agences de recrutement, généralement mandataires des travailleurs, et les obligent à obtenir une accréditation de l'ambassade du Canada. Il s'agirait de modifier les règles du PTET pour rendre illégaux tout paiement de frais administratifs et tout paiement à des « intermédiaires ».

« Les frais administratifs, comment se fait-il que ce soient les travailleurs qui paient ça ? Et j'irais plus loin : compte tenu du salaire moyen de 380 \$CAN par mois au Guatemala, comment ça se fait qu'on fait payer le visa et l'examen médical par le travailleur et non l'employeur ? » demande Dalia Gesualdi-Fecteau, qui a également été avocate à la Commission des normes du travail.

## La responsabilité des employeurs

La professeure de droit n'hésite pas à évoquer la responsabilité des producteurs agricoles qui font appel à cette main-d'œuvre. « Qui profite du travail des intermédiaires de recrutement ? Ce sont les employeurs. Mais leur participation dans le processus est nulle. »

Isabelle Charbonneau, copropriétaire de FraiseBec à Sainte-Anne-des-Plaines, l'admet candidement : « Le recrutement comment il se fait ? Aucune idée ! » lance cette entrepreneure qui accueille une centaine de travailleurs migrants dans ses champs. « Mais moi, si je veux aller travailler en Alberta ou si je veux un permis pour conduire classe 4B, ça va me coûter des sous. Et on ne se le cachera pas, ces travailleurs-là font beaucoup d'argent. [...] Entre 10 000 \$ et 24 000 \$. »

Phénomène marginal, d'autres entrepreneurs agricoles font le recrutement eux-mêmes. C'est le cas de Guy Pouliot, de la fraisière Onésime Pouliot à Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans, qui fait passer des entrevues en espagnol sur place. « J'offre le service aux autres entreprises du coin », explique-t-il. Toutefois, ses travailleurs sont des Mexicains et viennent non pas en vertu du PTET, mais plutôt du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS), une vieille entente entre le Canada et le Mexique et les Antilles. « On fait affaire avec le gouvernement mexicain directement », note M. Pouliot. Selon lui, le processus est plus fiable et moins cher qu'au Guatemala.

Le comportement des employeurs changerait-il s'ils savaient que des frais abusifs étaient facturés aux travailleurs étrangers ? Encore faudrait-il définir ce qu'est « abusif », dit Isabelle Charbonneau, qui siège aussi au conseil d'administration de la FERME. « Ce n'est pas moi qui sors l'argent de leur poche. [...] Ils ne sont pas obligés de venir. » Le besoin pour ce type de travailleurs migrants semble trop crucial. « Moi, tu me les enlèves demain matin et je n'ai plus de ferme », dit Guy Pouliot.

À quand une certification des produits agricoles à la manière du label équitabel ? Dalia Gesualdi-Fecteau ne croit pas que cela réglerait le problème. « La responsabilité est plus facile à reporter sur les grosses multinationales que sur l'agriculteur de Saint-Rémi », dit-elle. Une liste noire des fermes ferait trop de tort au marché... et aux travailleurs eux-mêmes. « Il faut s'assurer que le travailleur, peu importe ce qui arrive, va être replacé ailleurs. Parce que sinon, encore une fois, c'est lui qui va écoper. »

Le Devoir

## IMMORTELLE

SUIITE DE LA PAGE 1

*l'avortement ici. Mais est-ce qu'on peut vraiment détacher la loi du personnage ?* lance Louise Gareau, féministe affirmée et ancienne infirmière, qui a consacré une grande partie de sa vie à défendre le droit à l'avortement au Québec.

En France durant les années 1970, dans le cadre d'un stage professionnel, cette retraitée de 77 ans a eu « la chance » d'être aux premières loges et de connaître les débuts de l'application de la loi Veil. Mais avant même de partir pour l'autre continent, Louise Gareau était déjà sensible au débat, recevant de plus en plus de patientes qui ne voulaient ou ne pouvaient pas garder leur enfant. « Il faut avoir travaillé avec des femmes dans la misère, des femmes seules ou même des prostituées pour comprendre, confie-t-elle. Certaines se faisaient avorter clandestinement, avec les risques de santé et de légalité qui viennent avec. Comment ne pas être pour l'accès à l'avortement après ça ? »

Assister au développement de la pratique en France a convaincu M<sup>me</sup> Gareau de continuer son combat, de retour à Québec. Avec l'aide d'infirmières et de médecins, elle a ouvert en 1980 un centre de santé des femmes où se faisaient des avortements de façon illégale. « C'était toléré parce que les autorités savaient que, si elles nous arrêtaient, il y aurait beaucoup de femmes dans les rues pour contester », précise-t-elle.

## Combat juridique

À cette époque, les Québécoises étaient tout aussi mobilisées pour revendiquer leur droit à l'autodétermination. « Elles voulaient se dégager des lois patriarcales, prendre leurs propres décisions sur leur corps et se libérer de la contrainte de la reproduction », explique Francine Descarries, professeure au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal et directrice du Réseau québécois en études féministes, le RéQEF.

Si la province n'avait pas encore légiféré à ce sujet, elle autorisait depuis 1969 l'interruption de grossesse, mais dans certains centres hospitaliers uniquement et à condition de passer devant un comité sur l'avortement thérapeutique. Ce comité, « constitué majoritairement d'hommes médecins », évaluait si la santé ou la vie de la femme enceinte était en danger avant de permettre toute opération. C'est seulement en 1988 que l'avortement est devenu officiellement légal. Dans la décision de Morgentaler, la Cour suprême du Canada a déclaré que l'article du Code criminel criminalisant l'avortement était inconstitutionnel.

Aux yeux de Francine Descarries, Simone Veil n'a pas directement influencé le Québec, qui luttait déjà pour faire reconnaître ce droit, mais l'existence de sa loi a encouragé les femmes à ne pas baisser les bras. « Elle a su concrétiser d'un point de vue législatif une revendication portée par des mouvements de femmes à travers plusieurs pays. »



Découvrez la chaleureuse et intime chapelle Notre-Dame-de-la-Résurrection.

- \* Messes de funérailles
- \* Messes commémoratives mensuelles
- \* Musiciens professionnels
- \* Liturgie de la Parole à la mémoire du défunt

Renseignez-vous sur nos services et les célébrations  
514 735-1361  
cimetierenotredamedesneiges.ca



CIMETIÈRE NOTRE-DAME-DES-NEIGES

Bien plus qu'un cimetière

## Une brève biographie

Née le 13 juillet 1927 à Nice, dans une famille juive et laïque, la jeune Simone Veil et ses proches n'ont pu échapper aux camps de concentration nazis, où elle a perdu ses parents et son frère. Marquée par cet événement tragique, Simone Veil s'est engagée pendant le reste de sa vie dans les combats emblématiques de son époque, de la condition des

femmes à la défense de l'Europe. Première femme ministre d'Etat en France, elle a aussi présidé le premier Parlement européen. Titulaire du ministère de la Santé dans le gouvernement Mitterrand, elle fait notamment adopter la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Personnalité féminine préférée des Français, selon un sondage de 2014, elle a été

élue en 2008 à l'Académie française, devenant alors la sixième femme à rejoindre les Immortels. Dans les dernières années de sa vie, elle livre un récit émouvant de sa déportation dans son autobiographie, *Une vie*, alors présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, dont elle était restée présidente d'honneur.

Agence France-Presse

Au Canada, la lutte pour le droit à l'avortement a même été celle qui a rallié le plus de femmes d'ethnies, de religions, de langues et de milieu différents, selon la professeure.

## Une femme inspirante

De son côté, l'ancienne première ministre du Québec Pauline Marois estime avoir été fortement influencée par Simone Veil, tant dans son parcours politique que féministe.

Ministre de la Famille dans le gouvernement de Jacques Parizeau en 1994, M<sup>me</sup> Marois a eu l'occasion de rencontrer et de discuter avec M<sup>me</sup> Veil lors d'un déplacement en France dans le cadre de ses fonctions. « Ça a été une rencontre déterminante dans ma vie, se souvient-elle. Je tenais absolument à rencontrer cette féministe qui portait les mêmes valeurs que moi. » Elle s'avoue encore impressionnée par son accueil

« d'une grande simplicité » et par la « richesse » de leurs échanges « d'égal à égal ».

Elle considère son combat pour l'avortement comme « remarquable ». « Elle a su saisir une réalité, même si elle n'adhérait pas totalement aux valeurs du projet qu'elle défendait. Elle a su reconnaître l'importance que cela avait pour l'ensemble des femmes », soutient-elle.

M<sup>me</sup> Marois regrette cependant que son nom reste uniquement attaché à cette avancée historique pour les droits des femmes dans l'esprit des Québécois. « Elle a été ministre dans deux gouvernements, elle a aussi été la première présidente élue au Parlement européen. »

« Sans oublier son entrée à l'Académie française en 2010, renchérit l'écrivaine québécoise Marie-Eve Lacasse. Elle a gravé sur son épaule le numéro qu'elle portait tatoué sur son bras », se rappelle-t-elle. Un matricule en réalité, un dou-

oureux souvenir de sa déportation dans les camps de concentration nazis d'Auschwitz-Birkenau et de Bergen-Belsen alors qu'elle n'était âgée que de 16 ans. Simone Veil incarnait en France la mémoire de la Shoah.

« Malgré tout ce qu'elle a vécu, elle a toujours œuvré pour la paix », laisse tomber Marie-Eve Lacasse, pleine d'admiration dans la voix. Établie depuis une douzaine d'années en France, l'auteure a reçu en mai dernier le Prix spécial du jury du prix littéraire Simone Veil, pour son roman *Peggy dans les phares*. Un prix dont elle s'est dite très fière, en cette journée de perte. « C'est comme être récompensé par une bonne étoile. »

## Quand la tragédie rend plus fort

« Je ne suis pas timide, mais cette femme était intimidante de par cette force qu'elle s'était construite en sortant des camps de concentration », confie quant à elle l'animatrice Denise Bombardier, qui a eu l'occasion de la rencontrer lors d'une entrevue pour Radio-Canada. La journaliste ne tarit pas d'éloges à son sujet, avouant lui avoir envoyé un bouquet de fleurs après leur conversation. « C'est la seule personne interviewée pour qui je l'ai fait. Je voulais la remercier pour ce qu'elle était [...] une femme admirable, sensible et intelligente. Une femme d'exception. »

À ses yeux, la tragédie qui a touché Simone Veil dans son enfance l'a rendue plus forte par la suite. Et son parcours a pourtant été semé d'embûches. Critiquée à maintes reprises par ses homologues à l'Assemblée nationale, « elle a été politiquement parfaite, ne faisant jamais preuve de rectitude, elle était d'une telle correction. »

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 1265, rue Berri, 8<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par courriel publicite@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3452  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340  
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com